



SOMMAIRE

Point 23 de l'ordre du jour :

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*suite*)

Page

1347

Président : 1. Abdelaziz BOUTEFLIKA (Algérie).

En l'absence du Président, M. Faraba (République centrafricaine), vice-président, prend la présidence.

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*suite*)*,

1. M. H. WILLIAMS (Sierra Leone) [*interprétation de l'anglais*] : Permettez-moi de féliciter les membres du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et leur dynamique président, M. Salim, de la République-Unie de Tanzanie, pour le travail dévoué et soutenu qu'ils ont accompli au cours de cette année, comme en témoigne le document A/9623/Rev.1 présenté de façon si complète et compétente par le Rapporteur, M. Arteaga Acosta, du Venezuela [2305^e séance].

2. C'est à juste titre que 1975 restera dans l'histoire de la décolonisation comme l'année de la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], car au cours des quelques derniers mois plus d'événements positifs se sont déroulés dans le domaine de la décolonisation qu'à aucun autre moment. Voilà pourquoi nous pouvons dire en toute certitude que 1974 marque le début de la fin du colonialisme.

3. L'événement le plus important a été, bien sûr, le changement politique au Portugal réalisé par les forces armées; il a eu une incidence très profonde et a opéré des changements dynamiques dans la question du colonialisme portugais. Au cours de la session actuelle de l'Assemblée générale, nous avons entendu le Président du Portugal [2269^e séance], le Ministre

des affaires étrangères [2239^e séance] et le Ministre de la coordination interterritoriale du Portugal, M. de Almeida Santos [2305^e séance]. Dans leurs diverses interventions à l'Assemblée générale, tous ces personnages illustres ont insisté sur le même thème, même s'il y a eu certaines variantes, à savoir que le Portugal reconnaît pleinement le droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, et est donc prêt à appliquer les décisions des Nations Unies à cet effet, réaffirmant aussi qu'il s'acquittera des obligations qui lui incombent en vertu du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, de même que des résolutions relatives aux territoires sous administration portugaise.

4. Il y a six jours à peine, à la 2305^e séance, le Ministre de la coordination interterritoriale du Portugal a informé l'Assemblée de ce qui suit : premièrement, le Mozambique deviendra indépendant le 25 juin prochain; deuxièmement, Sao Tomé-et-Principe deviendront une nation nouvelle le 12 juillet 1975; troisièmement, en Angola, une législation constitutionnelle a été promulguée, laquelle consacre la composition d'un gouvernement provisoire constitué de technocrates ayant en charge les divers ministères, assistés d'un collège de secrétaires d'Etat sans portefeuille, composé des représentants des mouvements de libération sur une base égalitaire; quatrièmement, en ce qui concerne le Cap-Vert, des projets sont déjà en cours pour transférer l'administration et le gouvernement de ce territoire, soit à une assemblée populaire élue au suffrage universel et direct avec des pouvoirs constituants et représentant la majorité de la population du territoire, soit à des organes représentatifs qui tireront de la constitution future leurs pouvoirs définis par cette assemblée.

5. Nul ne peut nier que ces réalisations du Gouvernement portugais sont dignes d'éloges. Le Ministre de la coordination interterritoriale nous a déclaré franchement que le Gouvernement portugais devant faire face à une situation dont il a hérité et qu'il n'est pas libre de critiquer, il estime que la responsabilité morale de la décolonisation des territoires revient aussi à la communauté des nations et que le Portugal ne peut pas reprendre, l'année prochaine, les engagements financiers de cette année à l'égard de ces territoires.

6. Compte tenu de ces réalités, ma délégation voudrait répéter l'appel des Nations Unies aux Etats Membres, aux institutions spécialisées et autres organes au sein des Nations Unies, afin qu'ils apportent une aide morale et matérielle à ces territoires dans leur effort pour préparer leurs régions respectives à l'indépendance.

7. Cette année aussi, le territoire du Papua-Nouvelle-Guinée, sous administration australienne, a accédé

* Reprise des débats de la 2305^e séance.

à l'indépendance et nous attendons avec plaisir l'entrée de ce territoire à l'ONU, au cours de l'année prochaine. Nous tenons à féliciter la Puissance administrante de sa coopération et de sa collaboration avec le Comité spécial et de s'être acquittée de ses obligations en conduisant ce peuple à l'étape actuelle, conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration.

8. En août également, la population de l'île de Nioué a voté, à une majorité écrasante, pour l'autonomie en association libre avec la Nouvelle-Zélande. Là encore, nous tenons à féliciter le Gouvernement néo-zélandais, Puissance administrante qui, comme l'Australie, a toujours été à la hauteur de ses responsabilités conformément à la Charte.

9. Le 25 avril de cette année, la population des Seychelles a voté de façon massive pour l'indépendance. Nous croyons comprendre, d'après la Puissance administrante, le Gouvernement britannique, que des pourparlers constitutionnels auront lieu au printemps prochain avec la pleine participation des partis politiques principaux. Nous espérons que les Seychelles seront également au nombre des nouveaux Membres que nous accueillerons à l'Assemblée générale, l'année prochaine.

10. Un autre territoire colonial qui a opté, par référendum, pour l'indépendance est l'archipel des Comores, sous administration française, et nous espérons que les modalités voulues seront établies par la Puissance administrante, le plus tôt possible, pour atteindre cet objectif.

11. Cette année, l'une des dispositions du programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration, contenue dans la résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, a été mise en œuvre à la satisfaction du Comité spécial et, j'en suis certain, de l'Assemblée. Soucieux de rechercher des voies nouvelles pour trouver des solutions adéquates aux problèmes difficiles que posent, en particulier, les petits territoires, le Comité spécial avait recommandé l'envoi de missions de visite qui, selon le Comité, pourraient aider à faire des recommandations appropriées aux besoins particuliers de chaque territoire.

12. En août et septembre de cette année, le Comité spécial a envoyé trois missions de visite : l'une pour être présente à un acte d'autodétermination dans le territoire de Nioué, sous administration néo-zélandaise; une autre, afin de recueillir des informations de première main et de s'assurer des désirs de la population des îles des Cocos (Keeling), sous administration australienne, pour leur avenir; et une troisième pour observer un référendum tenu dans les îles Gilbert et Ellice, où il est apparu que la population d'Ellice souhaitait se séparer de ses voisins de Gilbert. Très conscients de l'importance vitale de ces missions de visite pour obtenir une information adéquate de première main sur les conditions politiques, économiques et sociales des territoires coloniaux, de même que les vues et aspirations de leurs peuples en ce qui concerne leur avenir, nous sommes heureux que ces missions aient agi comme elles l'ont fait et nous sommes reconnaissants aux Puissances administrantes, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, de la coopération dont elles ont fait preuve, non seulement en ce qui concerne les missions de visite, mais aussi pour avoir offert des renseignements pertinents lorsque cela a été nécessaire.

13. Nous sommes heureux de la déclaration récente du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni, M. James Callaghan, au sujet d'un certain nombre de questions intéressant l'Afrique australe. Les points les plus importants de cette déclaration sont les suivants : premièrement, l'Accord de Simonstown sur lequel M. Callaghan s'exprime dans les termes suivants :

“Une vingtaine d'années se sont écoulées depuis la signature de l'Accord de Simonstown, et ce dans des circonstances fort différentes de la situation actuelle et certaines des dispositions de l'Accord n'ont plus leur raison d'être. Nous nous proposons de consulter le Gouvernement sud-africain pour mettre fin à l'Accord. Nous devrions être disposés à utiliser en qualité de clients, comme les autres pays, les installations portuaires et autres de Simonstown en cas de besoin.” [A/9918, annexe I.]

Deuxièmement, l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice concernant la Namibie¹. Là encore, il convient de citer à nouveau M. Callaghan :

“Le gouvernement a examiné l'avis consultatif concernant la Namibie, émis par la Cour internationale de Justice en 1971. Il s'agit d'une question complexe et c'est pourquoi j'ai fait paraître le texte exposant tous les aspects de notre position dans le rapport officiel. Le gouvernement est parvenu à la conclusion que le mandat ne peut plus être considéré comme étant en vigueur, que l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud est illicite et que l'Afrique du Sud devrait se retirer. Je tiens à informer tant le Gouvernement sud-africain que l'Organisation des Nations Unies de ces conclusions.

“... ”

“Le gouvernement espère que l'Afrique du Sud prêterait attention aux appels que lui a adressés l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle se retire de ce territoire international et le Gouvernement du Royaume-Uni prêterait son concours à la communauté internationale pour l'aider à réaliser cet objectif.” [Ibid.]

Troisièmement, sur la question de la Rhodésie du Sud, M. Callaghan avait à dire ce qui suit :

“Comme vous le savez, j'ai l'intention de me rendre en Afrique à la fin du mois et j'aurai donc l'occasion de m'entretenir personnellement avec les chefs d'Etat africains que cette question touche de près. Nous recherchons une solution juste et pacifique qui exigera le soutien des Africains et l'African National Congress, la ZANU [Zimbabwe African National Union] et la ZAPU [Zimbabwe African People's Union] auront alors un rôle important à jouer. Ces organisations savent que nous sommes disposés à entamer des discussions avec elles dans le cadre des entretiens sur l'avenir de la Rhodésie.

“Nous avons pour but en Afrique australe d'apporter une contribution constructive à la paix, à la justice et à l'égalité des races et à cette fin nous œuvrerons en coopération avec les autres pays et organisations.” [Ibid., p. 2 et 3.]

14. C'est là sans aucun doute une liste impressionnante de ce que doivent réaliser tout à la fois les Nations

Unies et les puissances administrantes dans le domaine de la décolonisation, si l'on tient compte du très peu de temps dont on dispose.

15. Nous croyons qu'on ne doit pas permettre au processus de décolonisation irréversible de se ralentir alors que des régions très étendues sont encore pour nous une cause de préoccupation. Nous espérons que là aussi ces motifs d'inquiétude seront bientôt éliminés.

16. La situation tant en Rhodésie du Sud qu'en Namibie n'a pas cessé de nous préoccuper. Cependant, si l'on tient compte de ce qu'on lit dans les journaux, ma délégation entrevoit alors un rayon d'espoir dans ce qui semble être un mouvement vers une certaine forme de discussion, dont nous espérons qu'elle aura des résultats fructueux. Ce fait nous donne, ainsi que l'attitude plus encourageante du Gouvernement britannique en ce qui concerne la question sud-africaine, des raisons d'espérer. Nous espérons aussi que ces puissances administrantes qui jusqu'à présent ont constamment refusé de coopérer avec le Comité spécial changeront d'avis de telle sorte que le processus de décolonisation puisse être accéléré.

17. Deux domaines de préoccupation principaux pour mon gouvernement sont les activités des intérêts économiques étrangers et autres qui font obstacle à l'application de la Déclaration en raison des politiques de monopoles qui sont appliquées. Ces monopoles, guidés essentiellement par leurs propres intérêts, ont continué à suivre des politiques économiques et financières qui ne tiennent nullement compte des intérêts légitimes des populations autochtones. Ces monopoles ont continué à exploiter les ressources naturelles et la main-d'œuvre à bon marché dans les territoires; ils ont développé les seuls secteurs économiques qui leur étaient les plus profitables, manipulant la production agricole de telle manière que l'accent soit mis sur les récoltes destinées à l'exportation, faisant ainsi des territoires des fournisseurs de produits agricoles et de matières premières. Ils ont continué à accumuler de substantiels bénéfices dont la majeure partie est rapatriée et dont le reste demeure entre les mains d'une minorité de colons résidant dans ces territoires. Les salaires payés aux habitants autochtones sont extrêmement bas si on les compare à ceux versés aux Européens faisant le même travail. Une telle situation ne peut manquer de susciter un grand mécontentement et des tensions raciales. Aucun des bénéfices résultant de ces investissements et de ces activités n'est consacré à l'amélioration des conditions économiques, sociales et culturelles des habitants, qui demeurent essentiellement des travailleurs non spécialisés. A la suite de cela, un important pourcentage des habitants autochtones sont illettrés et vivent dans des conditions de misère et de maladie qui se traduisent par une mortalité infantile importante.

18. Nous pensons que les puissances administrantes intéressées, en autorisant que des pratiques de cette nature se perpétuent, violent les obligations qui sont les leurs selon la Charte de promouvoir l'éducation et le progrès politique, économique et social de ces peuples placés sous leur administration et de protéger les ressources humaines et naturelles des territoires contre tous les abus. Nous affirmons aussi que les peuples des territoires coloniaux ont le droit de jouir

des ressources naturelles de leur pays aussi bien que celui de décider de leur usage.

19. Nous voudrions lancer un appel aux gouvernements de la Belgique, de la République fédérale d'Allemagne, de la France, du Japon, du Royaume-Uni et des Etats-Unis afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour décourager leurs sociétés d'exploiter les ressources humaines et les ressources naturelles de ces territoires de la manière que je viens d'évoquer.

20. Malgré le cessez-le-feu dans les territoires portugais, les activités militaires se poursuivent en Rhodésie du Sud où, s'efforçant de tuer dans l'œuf la marée des mouvements de libération, le régime Smith a augmenté ses dépenses militaires et renforcé ses forces militaires et de police. L'Afrique du Sud a également intensifié ses activités militaires en Namibie, où les Ovambos sont recrutés pour constituer une milice de frontière en vue d'opérations contre les forces de la South West Africa People's Organization [SWAPO]; et les unités de police dans le territoire sont remplacées par des détachements militaires, notamment dans la bande de Caprivi. L'échelle et la nature des activités militaires dans la bande de Caprivi nous préoccupent particulièrement à la suite de rapports selon lesquels le napalm et d'autres armes incendiaires auraient été utilisés par le Gouvernement sud-africain contre les activités de la SWAPO. Les armes employées contre les mouvements de libération tant en Rhodésie du Sud qu'en Namibie viennent, dit-on, de certains pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN] alors que, nous le savons, les activités de l'OTAN ne doivent pas dépasser le tropique du Cancer. Nous sommes particulièrement inquiets de l'expansion des activités de l'OTAN dans l'Atlantique Sud, où la coopération militaire et navale a été établie entre le Commandement suprême des forces de l'Atlantique de l'OTAN [SACLANT], et le régime colonial raciste de l'Afrique du Sud.

21. L'utilisation des plus petits territoires en tant que bases militaires stratégiques est l'une des raisons essentielles qui retardent le processus de décolonisation. Dans ces régions, la terre est aliénée pour y installer des bases militaires, les ressources locales économiques et de main-d'œuvre sont mises au service de ces bases, ce qui à son tour entrave le développement économique des territoires et est contraire aux intérêts de la population autochtone.

22. A ce propos, nous voudrions notamment appeler l'attention de l'Assemblée sur l'expansion envisagée des installations militaires sur l'île de Diego García et les autres îles qui ont été détachées du groupe des Seychelles, violant ainsi non seulement l'intégrité territoriale de cette région, mais également la résolution 3080 (XXVIII) de l'Assemblée générale relative à la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.

23. Nous appuyons le rapport du Comité spécial, contenu dans le chapitre V du document A/9623/Rev.1, relatif aux activités militaires qui empêchent la mise en application de la Déclaration dans les territoires coloniaux.

24. Dans mon intervention, je me suis efforcé d'illustrer une situation dans laquelle la balance semble maintenant pencher vers une éradication totale du colonialisme. Toutefois, il faut comprendre qu'il existe

encore des zones où des problèmes demeurent et qui appellent des efforts intensifiés et concertés de toute la communauté internationale, y compris des organes faisant partie du système des Nations Unies, afin que tous œuvrant ensemble, on parvienne à la mise en application des objectifs inscrits dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

25. M. FLORIN (République démocratique allemande) [*interprétation du russe*] : Il y a maintenant 14 ans que sur l'initiative de l'Union soviétique a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution historique 1514 (XV). Depuis lors, de nombreuses colonies ont accédé à l'indépendance, elles sont devenues Membres de l'ONU et elles ont contribué activement à la mise en application des objectifs de l'Organisation.

26. Le rapport du Comité spécial sur les progrès réalisés dans la mise en application de la Déclaration, qui est à la base de l'examen de la question qui nous est soumise indique, tant en général que dans le détail, que de nouveaux progrès ont été accomplis depuis la vingt-huitième session de l'Assemblée générale.

27. Un fait est particulièrement important : à la suite de la lutte héroïque armée des peuples coloniaux des territoires sous domination portugaise et grâce aux forces démocratiques qui au Portugal même ont lutté, le régime fasciste portugais a été abattu.

28. Le nouveau Gouvernement portugais non seulement a reconnu la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et les autres décisions des Nations Unies relatives aux questions du colonialisme et du racisme, mais il s'est engagé également à les appliquer, faisant pour liquider le régime colonial des efforts qui méritent d'être reconnus ici. A la suite de cette politique, le jeune Etat indépendant de la Guinée-Bissau est devenu Membre des Nations Unies.

29. Comme beaucoup d'autres Etats, la République démocratique allemande se félicite des nouveaux progrès qui ont été réalisés dans le domaine de la décolonisation dans les territoires portugais. C'est ainsi qu'un accord a été conclu à Lusaka entre le Frente de Libertação de Moçambique [FRELIMO] et le Portugal selon lequel, le 25 juillet 1975, le Mozambique accédera à l'indépendance.

30. Le Ministre de la coordination interterritoriale du Portugal, M. de Almeida Santos, nous a dit [2305^e séance] qu'un accord avait été conclu à Alger, le 26 août 1974, avec d'autres représentants authentiques de Sao Tomé-et-Principe et que ces territoires accèderont à l'indépendance le 12 juillet 1975.

31. L'évolution qui se produit en Angola, le cessez-le-feu *de facto* de même que le début des pourparlers avec les mouvements de libération de ces pays au sujet de la formation d'un gouvernement provisoire constituent aussi des événements positifs, tout comme les pourparlers qui ont lieu entre le Portugal et le Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde [PAIGC] à propos du Cap-Vert.

32. Le Gouvernement de la République démocratique allemande se félicite du processus de décolonisation qui se produit dans les territoires portugais. La coali-

tion des mouvements de libération nationale et des forces démocratiques portugaises est un facteur qui augure bien du processus de décolonisation. Leurs soutiens respectifs correspondent aux exigences de la raison et de la justice.

33. La République démocratique allemande appuie sur le plan politique, moral et matériel les mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine [OUA]. Ainsi, par exemple, le Président du FRELIMO, M. Samora Machel, qui a visité récemment la capitale de notre pays, Berlin, a eu des entretiens sur la coopération future. Il a été reçu par le Premier Secrétaire du parti de l'unité socialiste de la République démocratique allemande, M. Erich Honecker, ainsi que par le Président du Conseil d'Etat, M. Willi Stoph. Au cours de leurs entretiens, M. Erich Honecker a confirmé la position de principes de la République démocratique allemande qui à l'avenir continuera à appuyer aux côtés de l'Union soviétique et des autres pays de la communauté socialiste, contre toutes les forces impérialistes, la lutte des peuples d'Afrique pour l'indépendance nationale, la libération sociale, l'indépendance économique, le progrès social, la lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, contre la discrimination raciale et l'*apartheid*.

34. Le Premier Secrétaire du parti de l'unité socialiste a souligné "que la République démocratique allemande continuera à l'avenir de contribuer au renforcement de l'alliance entre la communauté des pays socialistes, d'une part, et les mouvements de libération nationale, d'autre part, de même qu'à développer dans cet esprit les relations avec le Mozambique indépendant".

35. A l'heure actuelle, alors qu'on constate des tendances vers la détente, la coexistence pacifique des Etats à systèmes sociaux différents et qu'on déploie des efforts tendant à liquider les foyers de conflit par des moyens pacifiques, le colonialisme, le néo-colonialisme, l'*apartheid* et le racisme apparaissent comme des anachronismes encore plus frappants. Les problèmes de nombreux petits territoires des régions de l'océan Pacifique, de la mer des Antilles et d'autres parties du monde, et surtout ceux de l'Afrique australe, entravent la réalisation complète de la Déclaration. Nous nous réjouissons de noter que les conditions d'une liquidation totale des séquelles du colonialisme se sont améliorées et que la pression internationale sur les régimes de Pretoria et de Salisbury ne fait que se renforcer en les isolant de plus en plus. Depuis longtemps, la République démocratique allemande observe scrupuleusement des décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale; chacun sait que la République démocratique allemande n'a aucune relation ni représentation diplomatique, consulaire ou autre en Afrique du Sud, en Namibie ou en Rhodésie du Sud et n'entretient aucune relation commerciale avec ces pays.

36. Nous condamnons la position des Etats qui, par leur commerce, des livraisons d'armes ou leurs investissements soutiennent les régimes coloniaux et racistes et, de cette façon, participent directement ou indirectement à l'exploitation des peuples de ces territoires ou des ressources qui leur appartiennent. La République démocratique allemande est d'avis que, si l'on respectait strictement les sanctions qui ont été

décidées, et si les régimes coloniaux et racistes ne recevaient aucune aide étrangère, ces régimes seraient encore plus isolés et affaiblis et les peuples opprimés pourraient franchir un pas important vers la liberté et l'indépendance qu'ils attendent depuis si longtemps.

37. Conformément aux principes qui régissent sa politique étrangère, la République démocratique allemande est prête non seulement à appliquer les décisions existantes des Nations Unies, mais à prendre part, dans les organes pertinents des Nations Unies, à l'adoption de mesures nouvelles pour lutter contre le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme comme elle l'a fait lors de la présente session de l'Assemblée générale.

38. Ma délégation regrette que les puissances occidentales au Conseil de sécurité se soient opposées à l'exigence légitime des Etats africains et de toutes les forces progressistes d'appliquer à l'égard de la République sud-africaine — dont les dirigeants oppriment cruellement non seulement le peuple de Namibie mais, à l'aide du système d'*apartheid*, également leur propre population africaine — les mesures prévues par la Charte des Nations Unies.

39. Ma délégation estime que le Conseil de sécurité devrait, une fois de plus, discuter de la situation en Afrique du Sud, en Namibie et en Rhodésie du Sud, qui menace la sécurité internationale.

40. Récemment, la politique d'*apartheid* du régime de l'Afrique du Sud, qui menace la sécurité internationale, s'est manifestée une fois de plus. Ce régime a fait visiter aux journalistes le centre de commandement militaire de Simonstown, qui contrôle l'espace aérien et maritime du continent africain et de la partie méridionale de l'océan Indien et de l'océan Atlantique. Ce centre est doté d'un équipement militaire fourni par les pays de l'OTAN et il ne fait aucun doute que le but des démonstrations militaires du régime de Pretoria est d'exercer une pression qui est une menace à la paix. Le Conseil de sécurité devrait prendre de nouvelles mesures pour liquider ces derniers bastions du colonialisme et du racisme et mettre un terme aux menaces qu'ils constituent pour la sécurité internationale.

41. En ce qui concerne les autres colonies, les pays qui les administrent acceptent de coopérer plus étroitement avec les organes compétents des Nations Unies et, fait particulièrement important, de fixer des délais obligatoires d'octroi de l'indépendance aux territoires sous leur administration. Il conviendrait de demander au Comité spécial de faire, d'ici la trentième session de l'Assemblée générale, une analyse détaillée de la situation dans chacun de ces territoires et de soumettre à ladite session des propositions nouvelles touchant leur décolonisation.

42. Je tiens à souligner que nous sommes convaincus que la coopération étroite entre tous les organes des Nations Unies, surtout ceux qui s'occupent activement de la lutte contre le colonialisme, l'*apartheid* et le racisme — tels que le Comité spécial sur la décolonisation, le Comité spécial de l'*apartheid* et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie — se poursuivra et se renforcera. Mieux l'on coordonnera la lutte contre le colonialisme, plus cette lutte pourra être efficace. Les perspectives de succès dans cette lutte deviennent de plus en plus claires et certaines à mesure que toutes les forces éprises de paix et de

progrès agissent de façon plus concertée pour réaliser leurs objectifs communs. Les succès obtenus à cette vingt-neuvième session de l'Assemblée générale dans la lutte contre le colonialisme et le racisme sont une preuve éloquente de que je viens de dire. La République démocratique allemande est convaincue que l'action commune de toutes les forces anticolonialistes, qui représentent la majorité écrasante des Etats Membres des Nations Unies, conduira, à la trentième session de l'Assemblée générale — qui marquera le quinzième anniversaire de la présentation par l'Union soviétique de la résolution 1514 (XV) qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux —, à de nouveaux succès dans la lutte pour l'élimination des vestiges du colonialisme et du racisme.

43. M. CAMPBELL (Australie) [*interprétation de l'anglais*] : Au cours de l'année écoulée, il y a eu tant de changements dans la nature et la portée des tâches relatives à la décolonisation qu'il n'a pas été possible de tous les mentionner dans le rapport du Comité spécial qui nous a été présenté ici, d'une façon si compétente par notre Rapporteur, M. Arteaga Acosta, du Venezuela, à la 2305^e séance. Les changements intervenus se sont produits surtout, mais pas exclusivement, en Afrique, qui demeure au centre des grands problèmes coloniaux avec lesquels les Nations Unies se trouvent aux prises. Il y a eu également des progrès encourageants dans l'attitude de nombreuses puissances coloniales et certains de ces progrès ont une répercussion des plus utiles sur les territoires non africains.

44. La délégation australienne a eu le privilège d'apporter sa contribution à l'ensemble du processus mis en marche par le Comité spécial, contribution qui fait la preuve de la très grande expérience et de la compétence avec lesquelles les travaux du Comité sont dirigés par son Président, M. Salim, de la République-Unie de Tanzanie. Il nous a suffi de travailler avec lui au sein du Bureau du Comité spécial pour apprécier davantage ses nombreuses qualités qui lui permettent de s'acquitter de ses hautes responsabilités en tant que président de ce comité.

45. Les travaux du Comité ont également été facilités par le caractère représentatif de son bureau qui, cette année, sans qu'aucun arrangement officiel n'ait été pris à cet égard, comprenait parmi ses membres un représentant de chacun des cinq groupes régionaux. Ce caractère représentatif démontre le fait que les problèmes relatifs à la décolonisation revêtent un caractère global et que l'on doit faire preuve d'une responsabilité universelle à leur égard. En fait, la tendance des événements en Afrique est telle qu'il faut consacrer de plus en plus d'attention aux colonies qui sont situées hors de l'Afrique. Cela est vrai, bien entendu, même dans le cas du Portugal, car les territoires qui doivent être décolonisés ne sont pas tous situés en Afrique. L'un de ces territoires, l'île portugaise de Timor, dont l'avenir fait l'objet d'une attention accrue à l'heure actuelle, est près de mon pays; nous allons donc suivre avec intérêt son progrès vers l'autodétermination et nous allons faire preuve d'une sympathie et d'une compréhension particulières à l'égard du choix que le peuple de ce territoire devra faire sur son avenir, choix qui a d'ailleurs été décrit

en détail devant l'Assemblée générale par le représentant du Gouvernement portugais la semaine dernière.

46. Nous espérons que le grand dévouement à la cause de la décolonisation dont les peuples d'Afrique ont fait preuve se poursuivra et aura des effets dans d'autres secteurs. Certes, nous ne pouvons attendre davantage des délégations africaines au sein du Comité spécial que la contribution qu'elles ont déjà apportée à la solution de problèmes existant en dehors de l'Afrique au cours des derniers mois. La Côte d'Ivoire a conduit une mission de visite aux îles des Cocos (Keeling) dans l'océan Indien, et l'Ethiopie et la Sierra Leone, respectivement, ont été à la tête de missions envoyées à Nioué et aux îles Gilbert et Ellice dans le Pacifique.

47. Parlant de cette question à la 2174^e séance, l'année dernière, ma délégation a souligné la nécessité de faire tout ce qui est possible pour amener les puissances administrantes à coopérer avec les Nations Unies en vue d'aboutir enfin à la décolonisation totale. Nous avons adopté la position selon laquelle une condamnation injustifiée de la part des Nations Unies n'était pas de nature à aboutir à la coopération et que, si l'on voulait adopter une nouvelle approche à l'égard de ce problème, il convenait de faire un véritable effort des deux côtés. Nous avons essayé d'apporter une contribution dans ce sens en cherchant, d'une part, à susciter au sein du Comité spécial la reconnaissance du fait que les puissances administrantes, dans certains cas, avaient, en fait, fait preuve de coopération et, en essayant, d'autre part, d'inciter les puissances administrantes à commencer ou à reprendre cette coopération, ou à étendre leur coopération avec le Comité, suivant le cas.

48. De toute évidence, les événements ont été en notre faveur. Le plus important de ces événements a été, bien entendu, l'évolution rapide de la politique du Portugal à l'égard des territoires qui se trouvent encore sous son administration coloniale. Nous avons eu l'occasion de noter avec une profonde satisfaction, au début de la session de l'Assemblée, que la politique d'affrontement précédemment adoptée par le Portugal à l'égard des peuples de ses territoires et des Nations Unies avait été remplacée par une politique de coopération active et urgente et qu'au lieu du défi à l'opinion mondiale qui nous attristait tant, nous voyons maintenant s'instaurer un transfert rapide des pouvoirs et un mouvement véritable vers la décolonisation. Nous continuerons à suivre de près ce processus et nous serons disposés à étudier toute forme de coopération que les Nations Unies pourraient adopter, y compris des missions de visite non seulement dans les colonies mais au Portugal même.

49. Nous espérons également que les progrès récents dans la conclusion d'accords administratifs mutuellement satisfaisants entre les autorités portugaises, d'une part, et les mouvements de libération nationale, d'autre part, seront maintenus et qu'il n'y aura pas d'autres délais inutiles dans la marche de ces territoires africains vers l'indépendance. Les déclarations prononcées ici la semaine dernière à la 2305^e séance, par le Ministre de la coordination interterritoriale du Gouvernement portugais M. de Almeida Santos et les consultations qu'il a bien voulu avoir avec nous exigent que nous lui témoignions notre reconnaissance.

50. Les transformations importantes et satisfaisantes qui se sont produites en ce qui concerne les territoires portugais et l'importance immédiate que cela a eu pour l'Afrique en particulier et le fait que le progrès vers la démocratisation et la décolonisation de la colonie britannique de Rhodésie du Sud n'a pas suivi le même rythme ont laissé dans l'ombre d'autres événements importants et satisfaisants qui ont eu lieu au cours de l'année.

51. Je me réfère en particulier à la nouvelle politique suivie par le Gouvernement britannique, dont le Comité spécial a été officiellement informé au milieu de l'année. A ce moment-là, le Gouvernement britannique nous a annoncé qu'il envisageait avec plaisir de coopérer mutuellement avec le Comité spécial plus qu'il ne l'avait fait au cours des années précédentes et qu'il partageait les objectifs du Comité spécial et qu'il espérait sincèrement que les activités de décolonisation continueraient de se poursuivre. En d'autres termes, la délégation britannique allait fournir aux Nations Unies des renseignements à jour sur les territoires non autonomes dont le Gouvernement britannique était responsable, répondre aux demandes de renseignements complémentaires et participer aux réunions du Comité sur les territoires concernés. Le Gouvernement britannique a d'ailleurs agi de cette façon, et ce qui est peut-être le plus important, c'est qu'il a indiqué qu'il estimait que les missions de visite pouvaient être utiles au processus d'autodétermination. Cela a d'ailleurs été prouvé en temps voulu par l'envoi d'une mission de visite dans les îles Gilbert et Ellice.

52. Tout récemment, ma délégation a noté avec satisfaction la communication datée du 18 novembre émanant des représentants permanents de la France et du Royaume-Uni concernant de nouvelles mesures destinées à encourager l'évolution politique et économique du condominium des Nouvelles-Hébrides [A/9861]. Il ne serait pas approprié, à ce stade, de passer en revue ces nouvelles mesures ou d'essayer de les évaluer. Mais il serait néanmoins malvenu de ne pas admettre que l'initiative anglo-française représente un progrès de la part des deux puissances administrantes et que de tels progrès doivent être bien accueillis.

53. Les problèmes particuliers des Nouvelles-Hébrides qui sont, de toute évidence, extrêmement complexes sur le plan politique et constitutionnel, illustrent de façon utile les difficultés que pose la décolonisation lorsque l'on s'attaque à la question de l'avenir des petits territoires.

54. Ces territoires posent des difficultés particulières au Comité spécial, mais deux d'entre elles, importantes, ont un caractère plus général. La première est d'ordre politique voire, malheureusement, idéologique et concerne le véritable sens de l'autodétermination; la deuxième, qui deviendra probablement un obstacle administratif, a trait à la façon d'opérer des missions de visite. En fait, les deux questions sont liées.

55. Il faut reconnaître que le Comité spécial a discuté, tant cette année que les années précédentes, sur le fait de savoir si autodétermination et indépendance sont ou non synonymes. Il est évident, pour ma délégation, que ces deux termes ne sont pas synonymes, qu'ils ne l'ont jamais été et ne le seront jamais. Il est

tout aussi évident, pour ma délégation, que chaque fois que l'on essaie de cerner la question, les délégations d'un certain groupe régional parmi d'autres cherchent à avoir le dernier mot en nous citant certains des termes de la résolution 1514 (XV). Nous avons recherché un compromis, mais jusqu'à présent sans succès.

56. De ce fait, ma délégation et beaucoup d'autres ont toujours des difficultés à accepter l'utilisation répétitive et malvenue des termes "le droit à l'autodétermination et à l'indépendance". Ces deux termes — autodétermination et indépendance — ne sont absolument pas interchangeables et le fait de les répéter constamment dans tout organe des Nations Unies n'y changera rien. De toute évidence, l'autodétermination est un acte politique électif alors que l'indépendance est un statut constitutionnel souverain. L'un est une étape franchie par une communauté politique, un acte qu'elle accomplit, alors que l'indépendance est une condition dans laquelle la communauté existe ou a le droit d'exister; ce n'est pas un processus de transition mais un statut international de durée indéfinie.

57. Personne ne nie que tout territoire non autonome a droit à l'indépendance. Le fait est qu'il a le droit également de choisir un autre statut, et c'est ce droit-là qu'il faut aussi reconnaître et dont il faut se souvenir. Comme l'Assemblée générale l'a d'ailleurs elle-même prévu il y a longtemps, un peuple colonial peut accéder à la complète autonomie non seulement par l'indépendance, mais également, s'il le désire, par une libre association ou intégration; en d'autres termes, il peut trouver son indépendance dans la liberté avec un autre peuple indépendant. Il n'est pas de l'intention de ma délégation de dénier ou de minimiser le droit à l'indépendance, mais simplement d'essayer de faire en sorte que le droit à la complète liberté par la voie d'un statut constitutionnel autre que l'indépendance ne soit pas ignoré ou délibérément laissé dans l'ombre. Nous sommes parfaitement conscients qu'il serait dangereux de donner la possibilité à toute puissance coloniale d'abuser de sa position et d'affirmer, parce que cela l'arrange, que l'indépendance n'intéresse pas ses colonies. L'indépendance intéresse toute possession coloniale. Mais quant à savoir si un petit territoire doit ou non devenir indépendant au sens conventionnel et total du terme, cette décision ne relève en aucune manière de ses maîtres coloniaux. De même, c'est là une question qu'aucun autre Etat Membre des Nations Unies ne peut envisager de résoudre et qui n'appartient pas aux Nations Unies d'essayer de régler en tant que décision collective.

58. C'est une détermination, comme l'implique le terme "autodétermination", qui doit être prise par le peuple colonial lui-même quant à la nature du statut postcolonial qu'il préfère. C'est de son droit de le faire. Et c'est dans ce sens des plus importants que le rapport essentiel entre autodétermination et indépendance doit être souligné et ne doit pas être obscurci pour satisfaire les intérêts des colonisateurs. Toutes deux sont des droits et toutes deux sont donc inaliénables. Mais c'est dans leur nature même qu'une différence existe : tandis que l'une doit être exercée, l'autre n'a pas à l'être, étant entendu que l'acte d'autodétermination lui-même doit se dérouler en toute liberté et indépendance. Par conséquent, ce que nous voulons

dire c'est que le droit à l'autodétermination ne constitue pas automatiquement ou exclusivement un droit à l'indépendance. C'est pourquoi la terminologie habituellement employée et concernant "le droit à l'autodétermination et à l'indépendance" prête à confusion. Il y a 20 ans, la huitième session de l'Assemblée générale a approuvé une définition de la liberté de choix se lisant comme suit :

"Liberté pour la population de choisir entre plusieurs possibilités, y compris l'indépendance, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes."
[Résolution 742 (VIII), annexe, deuxième partie, par. A.2.]

La véritable attitude à adopter, selon nous, est de considérer que le droit à l'autodétermination inclut et comprend le droit à être indépendant. Cependant, il existe également un droit à ne pas être indépendant, droit d'une importance considérable pour le peuple de certains des petits territoires qui sont encore des colonies.

59. Les philosophes politiques de démocratie parlementaire démontrent, en jouant un peu sur les mots de la langue anglaise, l'importance vitale de la liberté de choix. Ils disent que l'électorat a le droit de se tromper. Si nous considérons seulement en termes idéologiques le processus d'autodétermination, il peut sembler parfois qu'un peuple colonial optant pour un degré d'autonomie moindre que l'indépendance commet, à nos yeux, une erreur. Mais c'est son droit, dans la mesure où ce choix est véritablement libre et a été pris en toute connaissance de cause. Et il est de notre devoir aux Nations Unies, de promouvoir et de protéger ce droit. La qualité des renseignements que nous fournissons devient donc cruciale.

60. A notre avis, nous faillirions à cette obligation si nous continuions d'insister de façon doctrinaire et dogmatique sur le fait que le seul droit du peuple d'un petit territoire est l'indépendance. Le dire est délibérément induire les gens en erreur. Et pour les Nations Unies, qui accordent tant d'importance à l'éducation politique des territoires coloniaux, c'est une erreur grave.

61. Certes, des divergences importantes peuvent exister en la matière. Un conflit peut surgir entre ceux d'entre nous qui ne veulent pas imposer l'indépendance à un peuple contre sa volonté, et ceux qui craignent qu'un peuple susceptible de devenir indépendant ne se voie privé de ce droit pour servir certains intérêts impériaux. Mais, malheureusement, nombre de discussions qui se déroulent sur ce sujet aux Nations Unies ne visent pas à révéler certaines manœuvres d'une puissance coloniale destinées à priver un peuple d'une indépendance qu'il serait en mesure d'exercer et qu'il serait disposé à recevoir. Au contraire, comme c'est trop souvent le cas, l'argument en faveur de l'indépendance est invoqué sans se référer ni aux situations ni aux désirs du peuple colonial concerné mais, simplement pour essayer d'embarrasser la puissance administrante pour des raisons de politique partisane. Il s'agit donc d'une question de propagande et non de principe.

62. Cela n'implique pas seulement la négligence des intérêts des peuples coloniaux. Cela peut également porter préjudice à une évolution politique constructive dans un petit territoire, précisément parce qu'il existe

dans certains de ces territoires une véritable peur de la liberté. Si un peuple isolé et inexpérimenté se rend compte que nous insistons constamment, ou que nous semblons insister, sur le fait que la seule façon de mettre un terme au processus d'évolution politique est l'indépendance, alors il n'aura peut-être pas la volonté de suivre la voie de ce processus. Et, en ce qui le concerne, nous aurons échoué.

63. Une autre raison d'ordre général milite en faveur de l'établissement d'un dogme plus souple et plus réaliste, à savoir qu'agir autrement est tout simplement perdre le sens de la réalité et aller à l'encontre de l'expérience accumulée ici, aux Nations Unies. Lorsque les Nations Unies examinent de près la situation des petits territoires, elles constatent souvent, par l'intermédiaire des missions de visite, que des solutions ne comportant pas l'indépendance conventionnelle sont, non seulement souhaitées par les peuples concernés, mais aussi souhaitables pour les Nations Unies. Pourquoi, alors, nous demandons-nous, continuer la discussion ? Nous pourrions, sans aucun doute, accepter la réalité, à savoir que, dans les petits territoires, le droit à l'autodétermination et le droit à l'indépendance ne sont pas synonymes. Dans ces territoires, le droit à l'autodétermination comprend le droit à l'indépendance, et c'est cette opinion que nous préconisons.

64. Il est clair que nous devons de plus en plus faire appel aux missions de visite pour mener à bien le processus de décolonisation dans les petits territoires restants. Cependant, leur utilité ne se limite pas à ces seuls territoires. Nous sommes, par exemple, en possession d'une invitation pratiquement permanente du Portugal pour l'envoi de missions de visite en vue d'aider, si possible, à la marche vers l'indépendance des territoires qui lui restent. Nous avons également une offre du Gouvernement espagnol qui se dit prêt à recevoir une mission au Sahara espagnol. Cependant la tendance dominante pour plusieurs années à venir a probablement été fixée cette année lorsque le Comité spécial a envoyé, en août et septembre, trois missions dans de petits et lointains territoires de l'Océan Indien et du Pacifique, aux îles des Cocos (Keeling), administrées par mon gouvernement, aux îles Gilbert et Ellice, sous administration britannique, et à Nioué sur l'invitation de la Nouvelle-Zélande.

65. Cette pratique doit se poursuivre, mais elle soulève de sérieuses questions quant à la capacité du Comité spécial et de ses collègues compétents du Secrétariat de se charger de toutes les responsabilités qui sont en jeu. L'envoi de missions dans ces territoires lointains implique des difficultés considérables de communication, de voyage et de logistique, dans de nombreux cas. Les missions exigent beaucoup de temps, ce qui est déjà une difficulté; le personnel qui doit y participer doit leur consacrer beaucoup de temps. Elles créent des difficultés de calendriers pour les réunions et les travaux du Comité spécial et, par conséquent, pour l'Assemblée générale, car on doit tenir compte du fait que dans de nombreux cas le calendrier d'une mission est lié à un événement constitutionnel important se produisant dans le territoire en question. La mission doit donc être prête à voyager pour observer une élection, un référendum, ou tout autre événement constitutionnel, même si celui-ci se produit en même temps que l'Assemblée

générale elle-même. Naturellement, d'autres missions, ayant un caractère plus préliminaire pour établir des faits, pourraient sans aucun doute être prévues à des dates plus opportunes.

66. La composition des missions de visite est une autre question et les Nations Unies, la puissance administrante et la population du territoire en question y portent toutes un grand intérêt. Il y a peut-être une tendance bien compréhensible à compter sur plusieurs groupes régionaux pour constituer la plupart des missions de visite. Les consultations demandées prennent du temps. On a déjà des raisons de se préoccuper de la question de savoir si le Comité spécial ne sera pas tout simplement dans l'incapacité de fournir en nombre suffisant des missions de visite composées de ses membres expérimentés. Il se pourrait que nous ayons à chercher en dehors des ressources mêmes du Comité. Avec l'envoi de trois missions cette année on a également puisé dans les ressources du Secrétariat, et on en a même peut-être abusé. Nous ferions peut-être bien d'envisager de fournir au Secrétariat des ressources supplémentaires en personnel dans ce but, au moins sur une base appropriée.

67. Pour en terminer avec la question des missions de visite, ma délégation a répété que l'Australie se tient prête à accepter, à une date appropriée, la visite d'une mission au Papua-Nouvelle-Guinée, et le Gouvernement du Papua-Nouvelle-Guinée a indiqué à l'Assemblée générale que, pour sa part, il se propose d'inviter une mission de représentants d'un rang élevé, composée conformément à la résolution 2590 (XXIV), ainsi qu'un représentant spécial du Secrétaire général, pour assister à l'indépendance et, en qualité d'observateurs, à l'inauguration de la nouvelle nation et participer aux fêtes qui auront lieu à cette occasion.

68. L'indépendance du Papua-Nouvelle-Guinée, l'année prochaine, marquera la contribution la plus importante que l'Australie a pu faire à la cause de la décolonisation. Au moment de l'indépendance, nous quitterons, après un quart de siècle, le Conseil de tutelle. Nous continuerons d'apporter toute la contribution en notre pouvoir par l'intermédiaire du Comité spécial. En 1975, date à laquelle nous quitterons le Conseil de tutelle, nous espérons qu'il nous sera donné la possibilité d'apporter nos services au Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

69. La plus grande partie de ma déclaration a été consacrée à certaines des questions concernant nos travaux dans les petits territoires, mais ma délégation voudrait terminer, comme elle a commencé, en reconnaissant que l'Afrique demeure toujours au centre des principaux problèmes coloniaux auxquels les Nations Unies doivent faire face. Nous espérons tous que le transfert des pouvoirs se fera sans heurt dans les territoires portugais. Pourtant, même dans ce cas, il restera encore les problèmes pressants de la Namibie et du Zimbabwe.

70. Tout en gardant le sens des réalités, il est difficile de ne pas se laisser aller à un sentiment d'optimisme et d'espoir que les grands progrès réalisés dans les territoires portugais s'étendront au Zimbabwe et à la Namibie. Il semble y avoir de nouveaux contacts, une nouvelle coopération et, partant, de nouvelles possibilités. Quelles qu'elles soient, il est évident qu'elles dépendront de l'acceptation par l'Afrique du Sud des réalités et des droits de l'homme en Afrique

australe. C'est l'Afrique du Sud qui peut en définitive isoler Salisbury et pousser son régime vers la règle de la majorité et c'est l'Afrique du Sud qui peut immédiatement prendre des mesures pour libérer la Namibie. Je ne veux pas dire, bien entendu, que le régime Smith soit déjà prêt à agir de façon démocratique; mais il est peut-être plus prêt que jamais auparavant à négocier vers une véritable démocratie. Nous ne pouvons qu'espérer qu'il se rende compte que le moment est venu.

71. D'aucuns en Afrique et en dehors de l'Afrique verront leur intérêt dans la poursuite de l'hostilité entre les Noirs et les Blancs. Agir ainsi reviendrait à mettre la propagande avant le progrès humain. Dans le cas des grands territoires comme dans celui des petits, ma délégation continuera à s'opposer à une telle façon d'envisager l'œuvre de décolonisation. C'est la population de la colonie et non pas la politique du Comité qui importe. La seule norme que nous devons observer pour notre travail doit être la satisfaction et la stabilité futures de ceux qui restent soumis au colonialisme. Espérons que lorsque nous reprendrons ce débat l'année prochaine leur nombre aura été grandement réduit.

72. M. HOLLAI (Hongrie) [*interprétation de l'anglais*] : Après la seconde guerre mondiale, les luttes de libération des peuples encore sous le joug colonial ont obtenu des résultats qui ont conduit à la désintégration du système colonial de l'impérialisme et à l'apparition de nouveaux Etats indépendants.

73. Au cours de ce processus d'importance historique, les pays socialistes, les forces progressistes et les Nations Unies ont apporté un soutien effectif à la juste lutte livrée par les peuples pour l'indépendance et l'autodétermination. La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui est devenue l'instrument fondamental célèbre de l'élimination du colonialisme et du néo-colonialisme, et la résolution 2621 (XXV) a établi un programme d'action pour l'application intégrale de cette déclaration.

74. On peut dire à juste titre que les efforts de l'écrasante majorité des Etats Membres en vue d'appliquer ces deux résolutions ont eu des résultats considérables en ce qui concerne l'élimination du colonialisme et du néo-colonialisme.

75. La présente session de l'Assemblée générale s'est ouverte à un moment où commençait une nouvelle phase dans la lutte pour l'élimination des derniers vestiges du système colonial. Bénéficiant de l'appui actif des pays socialistes et de toutes les forces progressistes du monde, les mouvements de libération nationale des peuples vivant sous le joug colonial ont intensifié leur lutte pour l'indépendance et l'autodétermination et ont porté le mouvement anti-impérialiste à un niveau supérieur. L'amélioration généralisée de l'atmosphère politique internationale a encore renforcé les possibilités d'éliminer le système colonial.

76. Le 25 avril 1974, le Gouvernement et le peuple hongrois, avec toutes les forces progressistes du monde, se sont félicités de la victoire démocratique au Portugal. Les actes du nouveau Gouvernement portugais ont créé des conditions favorables à l'indépendance, à la date la plus rapprochée possible, des

territoires sous administration portugaise. Nous sommes convaincus que la lutte des peuples des colonies portugaises et la victoire des forces démocratiques au Portugal, ainsi que l'union de toutes les forces progressistes dans le monde donneront un nouvel élan à ces territoires et à d'autres encore sous le joug, pour accéder à l'indépendance dans un proche avenir.

77. Je ne saurais garder le silence sur les facteurs qui font obstacle à la réalisation de notre tâche commune : l'élimination totale du système colonial. Malheureusement, nous devons reconnaître que certains de ceux qui refusent de mettre en œuvre les résolutions des Nations Unies sur les questions coloniales déçoivent maintenant depuis des années les espoirs des peuples du monde. Les régimes racistes illégaux d'Afrique australe continuent de maintenir des peuples sous le joug colonial et ils ont même reçu une aide de certains gouvernements occidentaux pour maintenir leur règne de terreur. Une séquelle déplorable de cette situation s'est également manifestée par le fait qu'un triple veto a été exercé au Conseil de sécurité qui n'a pas tenu compte de la volonté de l'immense majorité des Etats Membres d'expulser le régime raciste d'Afrique du Sud des Nations Unies.

78. Au nom du Gouvernement hongrois et de sa délégation, je voudrais exprimer l'espoir que nos efforts communs en vue d'éliminer le système colonial aboutiront à des résultats valables lors du trentième anniversaire des Nations Unies et du quinzième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

79. C'est sous le bénéfice de ces observations que je tiens à souligner notre volonté de coopérer pour l'adoption de résolutions pouvant contribuer à la réalisation de ces nobles objectifs.

80. M. RAE (Canada) [*interprétation de l'anglais*] : Cette année, la situation coloniale en Afrique a connu des changements importants et profonds. La République de Guinée-Bissau a pris place ici en tant que membre indépendant et souverain de cette organisation. L'Assemblée générale, au début de sa session, a entendu les interventions historiques du Président du Portugal et du Ministre des affaires étrangères de ce pays, qui ont affirmé que le Portugal s'engageait à réaliser une décolonisation prompte et totale. La semaine dernière, M. de Almeida Santos, ministre de la coordination interterritoriale du Portugal, nous a donné des détails sur les progrès rapides et substantiels effectués dans la création de gouvernements provisoires pour les territoires africains encore sous administration portugaise et il nous a déclaré que le Mozambique, l'Angola, le Cap-Vert, Sao Tomé-et-Principe seraient totalement indépendants avant la fin de 1975.

81. Mon pays a été constamment en faveur du droit des peuples se trouvant sous administration coloniale à l'autodétermination et à l'indépendance; nous sommes très heureux que ces droits fondamentaux, trop longtemps refusés aux peuples des territoires administrés par le Portugal, leur aient été finalement reconnus et accordés. Le Canada a trouvé extrêmement encourageantes la position et la politique adoptées par le Gouvernement portugais pour l'avenir. Ma délégation voudrait féliciter les autorités portugaises pour la politique qu'elles ont définie; elle appuie vivement l'attitude éclairée qu'elles ont adoptée et les

assure de son aide morale pour la mise en œuvre matérielle rapide de la politique qu'elles se sont engagées à suivre.

82. En même temps, nous trouvons encourageantes les réactions des divers mouvements de libération face à la situation nouvelle. Après des siècles de domination coloniale et de répression, après des années de conflits et d'hostilités, il n'est pas si simple de croire à des mots tels que paix, amitié, réconciliation et respect de la part des adversaires d'hier. Le fait que l'on ait pu dominer les suspicions et que la coopération ait pu commencer constitue en lui-même une réalisation importante pour les deux côtés. Nous espérons très sincèrement que les lignes de communication et de coopération qui sont maintenant définies s'élargiront et se renforceront. Cela est important non seulement pour le peuple portugais et pour les peuples des anciens territoires coloniaux, mais aussi pour le développement de la paix et du progrès dans le reste du monde.

83. Il est évident que de nouvelles forces se sont mises en mouvement en Afrique australe. Le "vent du renouveau" commence une fois encore à se faire sentir et avec une force croissante. Les régimes minoritaires qui contrôlent l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud ne peuvent ignorer ces forces nouvelles ou manquer de reconnaître leur importance. La domination coloniale et raciste de la Namibie et des populations africaines de Rhodésie du Sud et d'Afrique du Sud ne saurait durer indéfiniment. Les régimes minoritaires peuvent-ils persister à ne pas comprendre la nécessité de réédifier et de reconstruire les bases de leur existence en Afrique australe ?

84. J'ai dit plus haut que le Canada avait toujours appuyé les droits à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples vivant sous un système colonial oppressif. Les Nations Unies ont joué un rôle actif dans la promotion du processus de décolonisation auquel elles ont apporté leur soutien; le Canada a toujours appuyé et continuera d'appuyer les efforts réalistes effectués par cette organisation et d'autres organisations internationales pour encourager et faciliter la décolonisation. Nous avons reconnu que les mouvements de libération des divers territoires se trouvant sous domination coloniale représentent les aspirations légitimes d'une proportion importante de leurs peuples et nous appuyons leur droit de se faire entendre dans les délibérations concernant leurs pays.

85. Le Canada n'est pas en faveur du recours à la violence pour parvenir à la réalisation des buts communs que nous poursuivons tous. Nous croyons fermement que des transformations durables et importantes peuvent être mieux mises en œuvre en recourant à des moyens pacifiques; l'usage de la violence ne pourrait que rendre encore plus difficiles à résoudre les problèmes à long terme qui se posent à l'Afrique australe.

86. Le Canada n'est pas en faveur des activités militaires des divers mouvements de libération. Toutefois, il est très intéressé à connaître les conditions matérielles de vie des populations indigènes des zones qui se trouvent encore sous administration coloniale et raciste. C'est pour cette raison que mon gouvernement a fait connaître plus tôt cette année la politique d'aide humanitaire qu'il entend apporter à l'Afrique australe et qui comprend l'octroi

d'une assistance humanitaire dispensée aux peuples de cette région par des organisations canadiennes non gouvernementales et par d'autres organisations internationales. Nonobstant des délais inévitables dans l'obtention de l'approbation parlementaire de cette politique, nous sommes maintenant en mesure de la mettre en œuvre. En fait, la semaine dernière, le Parlement a approuvé les premiers dons octroyés en vertu de cette politique, qui dépassent 200 000 dollars.

87. La politique dont je viens de parler est nouvelle, mais le Canada a, au cours des années passées, apporté une aide humanitaire aux peuples d'Afrique australe par l'intermédiaire des Nations Unies et d'autres organisations internationales et non gouvernementales. Cette année, les contributions que nous faisons au Programme d'éducation et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, au Fonds d'échange de l'Université internationale, au Programme des bourses du Commonwealth pour la Rhodésie du Sud et au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, entre autres, ont dépassé la somme de 630 000 dollars. Notre programme d'assistance bilatérale aux nations libres d'Afrique australe est important. Cette année, nos programmes d'aide bilatérale à six pays d'Afrique indépendants limitrophes des territoires se trouvant encore sous la domination des régimes minoritaires ou qui ne sont pas encore indépendants ont dépassé en prêts et en dons 60 millions de dollars. L'objet principal de ces programmes est bien sûr de coopérer et d'aider le développement économique et social de ces pays; mais nous considérons également notre contribution à leur développement comme une critique adressée aux régimes minoritaires d'Afrique australe, de même que comme un moyen de renforcer les économies indépendantes d'Afrique pour leur permettre d'affronter les multiples difficultés qui se posent à eux.

88. Comme je l'ai déjà dit, la situation en Afrique australe a changé profondément. Cette évolution se poursuivra, nous l'espérons, au cours des mois à venir. Le Canada a la ferme intention de continuer d'appuyer tous les efforts en vue d'établir des conditions permettant à tous les peuples de la région de jouir des droits de l'homme fondamentaux. Nous ferons tout notre possible pour que ce processus aille de l'avant tant avec l'aide des Nations Unies et de leurs institutions que par l'intermédiaire de nos programmes et contacts bilatéraux.

89. J'ai parlé essentiellement de la situation coloniale en Afrique australe parce que c'est là que l'oppression coloniale la plus grave et la plus évidente se manifeste encore dans le monde d'aujourd'hui. C'est là que l'essentiel de notre sollicitude et de nos efforts collectifs doit être dirigé. C'est là que notre attention doit, à juste titre, demeurer centrée jusqu'à ce que les situations coloniales encore existantes soient réglées.

90. Pourtant, il y a des situations coloniales dans d'autres parties de l'Afrique et dans d'autres régions du monde. Le fait que la plupart d'entre elles soient dans des zones petites avec des populations restreintes ne diminue en rien notre responsabilité qui consiste à veiller à ce que ces populations se voient accorder le droit de déterminer leur propre avenir. Nous devons, toutefois, être prudents et faire remarquer que l'autodétermination ne signifie pas toujours indépendance — et le représentant de l'Australie l'a bien fait remar-

quer — surtout eu égard à certains petits territoires qui peuvent estimer que leurs ressources humaines et matérielles rendent pour eux le statut d'indépendance difficile ou peu attrayant. Nous pensons que les Nations Unies et tous les Etats Membres ont la responsabilité de veiller à ce que les vœux librement exprimés de tous les peuples coloniaux soient respectés.

91. M. EHSASSI (Iran) [*interprétation de l'anglais*] : L'évolution rapide des événements en Afrique et les modifications radicales de la politique du Portugal depuis avril dernier pour ce qui a trait aux territoires sous son administration dans le continent ont déjà fait de 1974 une année importante et positive dans l'histoire de la décolonisation. Ma délégation se félicite de tout cœur de ces événements et je tiens à rendre hommage au nouveau Gouvernement portugais pour avoir pris l'initiative de cette politique de décolonisation éclairée et d'une grande portée, et également pour avoir publié une déclaration officielle par laquelle il s'engage à respecter les décisions des Nations Unies. Je tiens à rappeler avec satisfaction la déclaration que le Président de la République portugaise, le général da Costa Gomez, a faite devant l'Assemblée et dans laquelle il s'est engagé, au nom de son gouvernement, à appliquer pleinement les dispositions pertinentes de la Charte et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en ce qui concerne les territoires encore sous administration portugaise.

92. Je dois également noter les renseignements importants communiqués à l'Assemblée générale, la semaine dernière [2305^e séance], par M. Antonio de Almeida Santos, ministre de la coordination inter-territoriale du Portugal, quant au calendrier établi par son gouvernement pour le processus de décolonisation du Mozambique, de l'Angola, du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe. Nous espérons sincèrement que le programme proposé pourra être mis rapidement en œuvre afin que tous ces territoires se joignent à notre organisation et prennent la place qui leur revient parmi les nations libres du monde.

93. A ce stade, je voudrais rendre hommage aux peuples de ces territoires ainsi qu'à leurs mouvements de libération nationale pour le rôle extrêmement important qu'ils ont joué dans l'évolution actuelle des événements. A notre avis, les sacrifices et la lutte incessante des peuples africains ont constitué un facteur important dans l'éveil de l'opinion publique mondiale contre le colonialisme, le racisme et l'*apartheid*, et ont grandement contribué à la naissance de forces nouvelles progressistes au Portugal.

94. Comme on l'a fait remarquer de façon répétée, la transformation de la scène politique dans les territoires administrés par le Portugal place la situation en Namibie et en Rhodésie du Sud sous un jour nouveau. Les forces coloniales et réactionnaires de ces territoires, en poursuivant leur politique inhumaine de répression, leur occupation illégale de ces territoires et en ayant recours à une politique archaïque comme celle de l'*apartheid* et l'établissement de bantoustans, font fi des signes de notre temps. Malgré les condamnations répétées de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ces régimes minoritaires refusent d'accepter et d'appliquer les décisions et recommandations des Nations Unies et poursuivent

leurs pratiques arrogantes de discrimination et d'oppression envers les populations africaines. Tout en exprimant sa vive inquiétude face à la situation qui existe en Namibie et en Rhodésie du Sud, ma délégation réaffirme, une fois de plus, son appui à la population de ces territoires dans leur lutte pour la liberté, l'autodétermination et l'indépendance. Nous applaudissons aux succès des mouvements de libération nationale, la ZAPU et la ZANU au Zimbabwe, et la SWAPO en Namibie.

95. Nous sommes d'avis que la participation de leurs représentants en tant qu'observateurs aux discussions pertinentes des divers organes des Nations Unies contribuera de façon positive aux travaux de ces organes.

96. Avant de conclure mes remarques sur les territoires d'Afrique, je voudrais insister sur la nécessité d'une aide financière, technique et matérielle à ces nations nouvelles. Nous sommes en faveur de toute extension de cette assistance à ces territoires par les Nations Unies et leurs institutions spécialisées. La reconstruction sociale et économique de ces nouveaux Etats peut certainement être accélérée grâce à une assistance extérieure.

97. Les résultats constructifs atteints cette année par l'envoi de trois missions de visite du Comité spécial aux îles des Cocos (Keeling), sous administration australienne, aux îles Gilbert et Ellice, sous administration britannique, et à Nioué, sous administration néo-zélandaise, constituent une preuve positive de l'utilité de l'envoi de telles missions dans les territoires non autonomes.

98. Les rapports de ces missions qui ont été adoptés par le Comité spécial témoignent à l'évidence de l'utilité de ces dernières dans la collecte de renseignements relatifs aux conditions existant dans ces territoires, ce qui permet ainsi aux organes des Nations Unies compétents d'aboutir aux décisions opportunes et de formuler les recommandations adéquates. Tout en remerciant, au nom de ma délégation, les Gouvernements néo-zélandais, australien et britannique de leur bonne volonté et de leur coopération à l'égard des missions du Comité, je tiens à formuler l'espoir, une fois de plus, que les puissances administrantes qui ont refusé à ce jour que des missions de visite des Nations Unies visitent les territoires placés sous leur administration voudront bien revenir sur leur attitude et coopérer à l'avenir avec le Comité spécial à cet égard.

99. C'est avec satisfaction que nous prenons note de l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple de Nioué. Sur la base des observations de la mission de visite, la population de ce territoire a librement exprimé ses souhaits et a exercé son droit à l'autodétermination conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et aux principes de la Charte des Nations Unies.

100. Les progrès vers l'indépendance au Papua-Nouvelle-Guinée, ainsi qu'aux Seychelles et dans l'archipel des Comores, sont aussi une source d'encouragement. Il y a tout lieu de croire que le Papua-Nouvelle-Guinée acquerra bientôt sa pleine indépendance et que nous pourrions accueillir ce pays au

nombre des Etats Membres des Nations Unies dès la prochaine session de l'Assemblée générale.

101. Le référendum qui doit avoir lieu dans l'archipel des Comores à la fin de ce mois et les prochains pourparlers constitutionnels qui se tiendront entre les autorités des Seychelles et celles du Royaume-Uni au début de 1975 représenteront, nous l'espérons, des pas importants sur la voie de la décolonisation et de l'obtention d'une complète indépendance pour tous ces territoires.

102. Passant maintenant à d'autres petits territoires des Antilles, de l'océan Indien et de l'océan Pacifique, je tiens à réaffirmer le point de vue de ma délégation selon lequel la petite taille de ces territoires et leur population réduite, leurs ressources économiques et naturelles restreintes ainsi que leur isolement géographique ne doivent en rien affecter le droit inaliénable de ces peuples à l'autodétermination et à la liberté, conformément aux dispositions de la Charte et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Cette question doit être envisagée à la lumière des aspirations politiques des populations de ces territoires.

103. La position de ma délégation à propos de ces problèmes coloniaux a été exprimée à diverses reprises dans plusieurs enceintes des Nations Unies. En tant que membre du Comité spécial, nous avons appuyé avec ardeur les décisions et les résolutions des Nations Unies visant à faire appliquer les dispositions de la Charte et la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Nous avons fait nôtre le droit de ces peuples à l'autodétermination, à la souveraineté et à l'égalité et nous continuerons à les appuyer et à les défendre jusqu'à ce que les derniers vestiges du colonialisme et du racisme soient éliminés.

104. M. HOLGER (Chili) [interprétation de l'espagnol] : La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux est l'un des événements les plus marquants dans l'histoire de l'ONU, non seulement en tant qu'idée mais aussi en ce qui concerne l'application. On peut dire que cette déclaration a jeté les bases juridiques et politiques pour l'octroi de l'aide aux peuples coloniaux dans leur lutte pour l'indépendance. Renforcée par la résolution 2621 (XXV), la Déclaration est à la fois un programme et une source d'action. Et ceci a d'ailleurs été prouvé par des faits mieux que par des paroles.

105. Si l'on considère que les activités de notre organisation dans certains domaines sont assez décourageantes, il ressort qu'en ce qui concerne la décolonisation la situation est bien différente. Il y a là un mouvement constant et parfois des progrès spectaculaires, comme cela a été le cas en 1974 où nous avons été les témoins de grands changements qui ont permis à l'activité de notre organisation d'occuper une place de choix, notamment en ce qui concerne le Comité spécial, dont le Chili s'enorgueillit de faire partie.

106. Si nous avons suivi cette année avec une attention légitime les débats de la conférence mondiale sur la population, la Conférence mondiale de l'alimentation ainsi que ceux de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, nous avons éprouvé un intérêt tout aussi grand à l'égard du début

du processus de décolonisation dans les territoires sous domination portugaise, dont M. de Almeida Santos nous a fourni un rapport clair et objectif à la 2305^e séance. Nous irions même jusqu'à dire que cet événement représente, après plus d'un demi-siècle d'immobilisme, une ouverture historique tant en ce qui concerne celui qui était le colonisateur que celui qui était le colonisé d'hier. Je crois que nous pouvons dorénavant parler au passé, car outre les bonnes intentions du Gouvernement portugais, le processus, dans sa phase actuelle, est devenu pratiquement irréversible. Si nous sommes de cet avis, c'est parce que le poids de l'histoire corrobore cette idée.

107. Nous ne devrions pas regretter que ces territoires aient dû attendre davantage que d'autres pour acquérir l'indépendance, car bien que celle-ci ait été pendant de longues années injustement retardée, la façon pacifique par laquelle le transfert des pouvoirs s'opère, grâce à la négociation, est un exemple de maturité qui est à l'honneur tant du Gouvernement portugais que des mouvements de libération nationale qui sont les représentants authentiques des peuples de ces territoires.

108. Il convient de rappeler qu'avant de recourir aux armes, les dirigeants de ces mouvements de libération avaient exploré sans succès les voies de la négociation pour réaliser le noble objectif de l'indépendance. Amílcar Cabral, entre autres, nous parle dans le recueil de ses écrits publié sous le titre *Revolution in Guinea : an African People's struggle*, de la manière dont il avait tenté à plusieurs reprises de négocier avec le Gouvernement portugais. C'est parce que les Nations Unies n'ont pas connu le succès dans les appels réitérés qu'elles ont lancés à ce gouvernement en vue de la décolonisation de ses territoires que les mouvements de libération nationale ont dû opter pour la seule option possible : celle de la lutte armée.

109. Le Ministre de la coordination interterritoriale du Portugal a exposé à l'Assemblée générale le plan de décolonisation de son gouvernement. Il a fait état des objectifs recherchés avec une franchise louable et constructive. Entre autres, il a signalé le problème de la viabilité économique que rencontrent certains des territoires une fois qu'ils ont acquis leur indépendance. C'est là un point que l'on ne mentionne en général que sporadiquement et qui, à notre avis, mériterait peut-être une étude plus rigoureuse de notre part. En particulier, il a cité les îles de Sao Tomé-et-Principe et celles du Cap-Vert et de Timor. C'est peut-être dans les îles du Cap-Vert que la situation est la plus dramatique.

110. En intervenant dans le débat consacré par la Quatrième Commission aux territoires placés sous domination portugaise², ma délégation a employé des termes très semblables à ceux de M. de Almeida Santos lorsqu'il a attiré l'attention de la communauté internationale sur la pauvreté, aggravée encore par la sécheresse, qui règne dans l'archipel des îles du Cap-Vert; et nous avons demandé que les Nations Unies étendent à ces îles le programme d'aide mis au point pour la région soudano-sahélienne.

111. Nous avons dit qu'en 1974 de grands progrès avaient été accomplis en matière de décolonisation. Cela est dû non seulement aux succès obtenus en Guinée-Bissau, au Mozambique, à Sao Tomé-et-Principe et aux perspectives d'accord en Angola et

au Cap-Vert, mais aussi aux changements prévus en ce qui concerne d'autres territoires. A ce propos, il convient de mentionner les Seychelles, qui ont fait un pas considérable vers l'indépendance après que le Gouvernement et le parti de l'opposition se sont mis d'accord sur cet objectif. Nous espérons que les négociations qui doivent avoir lieu à Londres en 1975 verront la Puissance administrante adopter les mesures nécessaires menant à une prompte décolonisation de ce territoire.

112. Nous pourrions également citer l'archipel des Comores et le Papua-Nouvelle-Guinée, qui sont deux territoires où un progrès évident vers l'indépendance s'est réalisé cette année.

113. L'autre événement constructif réside dans les trois missions de visite envoyées par le Comité spécial : une dans les îles des Cocos (Keeling), une autre dans les îles Gilbert et Ellice et la dernière à Nioué. Cette pratique d'envoi de missions de visite est sans aucun doute un moyen utile et important d'obtenir des renseignements directs et appropriés sur la situation existant dans les territoires et sur les désirs et les aspirations de leurs habitants en ce qui concerne leur avenir. Cette année, la mission de Nioué a enregistré des résultats très heureux. Sur la base du rapport présenté par la mission au Comité spécial, celui-ci a pu constater que le peuple de Nioué, de par sa propre volonté, avait exercé son droit à l'autodétermination conformément aux principes de la Charte et de la résolution 1514 (XV), et de ce fait, il a estimé qu'il n'était plus nécessaire que soient communiqués des renseignements sur Nioué en vertu des dispositions de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte.

114. Le succès des missions de visite va de pair avec la résolution des puissances administrantes d'autoriser ces missions de visite. A ce propos, nous partageons l'avis de M. Salim, président du Comité spécial, selon lequel la coopération dont ont fait preuve l'Australie et la Nouvelle-Zélande, en qualité de puissances administrantes, a été exemplaire. Puisque j'ai mentionné ces deux puissances administrantes, il convient aussi de souligner l'importance de la décision du Gouvernement britannique visant à participer à nouveau aux activités du Comité spécial concernant les territoires sous son administration. Il convient également de citer les Etats-Unis, qui ont apporté une coopération semblable aux travaux du Comité spécial.

115. La Namibie et la Rhodésie du Sud, par contre, constituent le revers de la médaille en ce qui concerne les succès obtenus en 1974. Ces deux cas sont un exemple flagrant d'obscurantisme et d'intransigeance et reflètent durement les positions racistes et les pratiques d'exploitation condamnées par la communauté internationale. On aurait pu penser que l'adoption de mesures extrêmes visant à satisfaire les aspirations des peuples de la Namibie et du Zimbabwe auraient des résultats contraires à ceux escomptés, et qui consistent à renforcer davantage la position de ceux qui déjà détiennent des positions intransigeantes. Mais d'autre part, s'il n'est pas raisonnable, il est toutefois compréhensible que, les voies de la négociation fermées, la résistance face à des situations manifestement injustes s'intensifie à l'extrême.

116. La presse internationale nous a apporté ces derniers jours des nouvelles concernant la Rhodésie du Sud permettant de croire qu'il se produirait actuellement un changement dans l'attitude du régime illégal de Ian Smith puisque celui-ci a autorisé les chefs de la ZANU et de la ZAPU, le révérend Ndabaningi Sithole et M. Joshua Nkomo, respectivement, à se rendre à Lusaka pour y rencontrer les Présidents de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Botswana. La présence de deux fonctionnaires du régime Smith à Lusaka laisse également à croire qu'il se produirait un changement d'attitude. Il est toutefois évident que les représentants de la ZANU et de la ZAPU ne peuvent transiger pour ce qui, à leurs yeux, est l'objectif suprême, à savoir un gouvernement qui assure à la majorité africaine la représentation correspondant à son nombre.

117. Entre-temps, les Nations Unies doivent persévérer dans leurs efforts pour contribuer à l'indépendance du Zimbabwe et intensifier l'appui qu'elles apportent à la ZANU et à la ZAPU. Il est encourageant de noter les renseignements contenus dans le *New York Times* d'aujourd'hui selon lesquels les deux mouvements auraient surmonté leurs divergences et auraient consenti à constituer un front de négociation commun sous la présidence de l'évêque Muzorewa.

118. En tant que membres du Conseil pour la Namibie et du Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, nous nous préoccupons de la situation dans laquelle se trouve le peuple namibien victime de conditions illégales et injustes. Les Nations Unies sont directement responsables de ce territoire, qui est illégalement occupé et dans lequel on a transplanté le régime de l'*apartheid* et créé des bantoustans. Les efforts entrepris par les Nations Unies pour arriver à une solution négociée de ce problème ont été stériles, car le Gouvernement sud-africain a prouvé qu'il n'était pas prêt à répondre aux aspirations légitimes du peuple namibien.

119. Entre-temps, certaines mesures ont été adoptées pour réaffirmer la responsabilité des Nations Unies, comme la décision du Conseil pour la Namibie relative à la protection des ressources naturelles du territoire [A/9624/Add.1, par. 8] et la résolution adoptée par cet organe sur la création de l'Institut pour la Namibie, dont le siège sera à Lusaka [*ibid.* par. 73]. Nous ne voulons pas faire preuve de pessimisme devant les aspects négatifs de la décolonisation en Afrique australe parce que nous pensons que, de par l'irréversibilité même du processus, la Namibie et le Zimbabwe, tôt ou tard, seront indépendants. Nous souhaitons simplement que les possibilités permettant d'arriver à des solutions négociées se concrétiseront dans des conditions qui donneront pleinement satisfaction aux aspirations des peuples de ces deux territoires.

120. L'exemple fourni par le Portugal et le mouvements de libération des territoires sous domination portugaise est donc digne d'être suivi en ce qui concerne le Zimbabwe et la Namibie.

121. Avant de terminer, nous voudrions exprimer toute notre gratitude pour les efforts déployés au Comité spécial par la délégation de la République

sœur du Venezuela, qui a décidé de se retirer du Comité pour permettre à un autre Etat de la région de contribuer aux activités qui se déroulent en son sein. Le dévouement dont a fait preuve le Venezuela, par l'intermédiaire de son représentant dynamique et efficace, mon ami Horacio Arteaga Acosta, rapporteur du Comité spécial pour l'année en cours, est un exemple digne d'être suivi.

122. En conclusion, ma délégation réitère son adhésion aux principes et objectifs contenus dans la résolution historique 1514 (XV) de l'Assemblée générale. En tant que membre du Comité spécial, nous conti-

nuerons toujours d'apporter notre modeste contribution à la noble cause de la décolonisation.

La séance est levée à 17 h 30.

NOTES

¹ *Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité, avis consultatif, C. I. J., Recueil 1971, p. 16.*

² *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Quatrième Commission, 2087^e séance, par. 9 à 17.*